



Fiche info client #2

Impacts de la Facturation électronique pour les Commerces

Mon expert-comptable m'informe et m'accompagne

Après avoir instauré en 2017 la facturation électronique pour les transactions entre les secteurs privé et public via la plateforme Chorus Pro, la France souhaite généraliser ce processus à la plupart des acteurs économiques. Cette réforme affiche 4 objectifs : lutter contre la fraude à la TVA, faciliter les déclarations, réduire les coûts et délais de paiement, améliorer la connaissance en temps réel de l'activité économique française.

1 – Mon activité est-elle concernée par la facturation électronique ?

Tous les assujettis à la TVA établis en France sont concernés par la réforme de la facturation électronique, qu'ils soient redevables ou non et ce, quelle que soit la forme juridique de leur activité. Les commerçants ayant opté pour le statut de micro-entrepreneur sont ainsi concernés.

Les particuliers, les associations à objet non commercial et les entreprises étrangères sont considérés comme des non assujettis en France et ne sont pas concernés par la réforme de la facturation électronique.

2 – Concrètement, quel est l'impact pour mon activité ?

Les clients des commerçants peuvent être :

- des clients assujettis (entreprises établies en France)
- des clients non assujettis en France (particuliers, associations à but non lucratif et entreprises étrangères)

Si vous êtes assujetti à la TVA établi en France, 2 cas de figure sont possibles en fonction du statut de votre client :

CLIENT	VOS OBLIGATIONS
Clients assujettis à la TVA établis en France	Edition des factures normées et les transmettre via une plateforme privée (PDP) ou publique (PPF).
Clients non assujettis	Pas d'obligation pour la création et l'envoi des factures mais déclaration régulière de vos recettes quotidiennes à l'administration fiscale via la plateforme choisie (PDP ou PPF). Selon les logiciels utilisés, ces transmission pourront être automatiques ou manuelles.

Si un client demande une facture au nom de son entreprise établie en France et règle avec un moyen de paiement personnel, la facture devra être envoyée directement à l'entreprise via la plateforme et le payeur pourra demander un reçu de paiement afin de se faire rembourser par son entreprise.

Vous aurez donc intérêt à uniformiser vos process pour tous vos clients :

- Générer toutes les factures dans un même format normé Factur-X quel que soit le type de client.
- Vérifier avec votre fournisseur que votre système d'encaissement (logiciel ou caisse) sera mis en conformité avec la réforme pour transmettre automatiquement les données de transaction à l'administration fiscale.
- Choisir une plateforme privée (PDP), gare de triage, permettant de transmettre les factures aux assujettis et aux professionnels étrangers, sans distinction.

3 – Quels sont les bénéfices pour mon commerce ?

Avec la facturation électronique, vous bénéficierez de nombreux avantages en termes de coût et de gain de temps :

- Baisse du coût de traitement des factures
- Suivi en temps réel des factures clients en compte pour des règlements plus rapides et une amélioration de la trésorerie
- Diminution des litiges et des erreurs
- Gain de temps avec la transmission automatique des pièces comptables au cabinet
- Conservation ou archivage des documents en un même endroit

4 – Comment mon expert-comptable peut-il m'aider ?

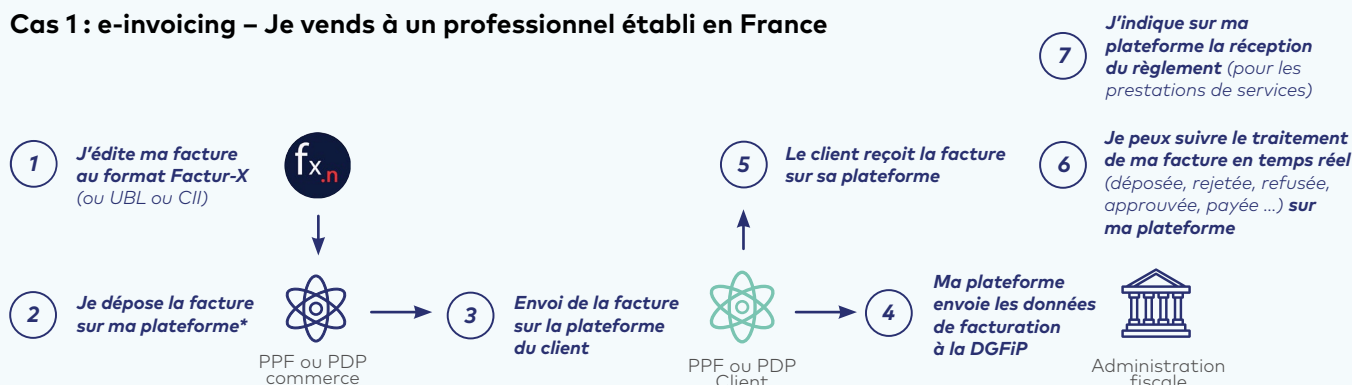


La facturation électronique demande une réorganisation des process et des outils conformes notamment en termes de facturation et de caisse. L'expert-comptable a la connaissance des enjeux et besoins de ses clients commerçants dans une approche 360°. Ses conseils sont objectifs et sans visée commerciale pour :

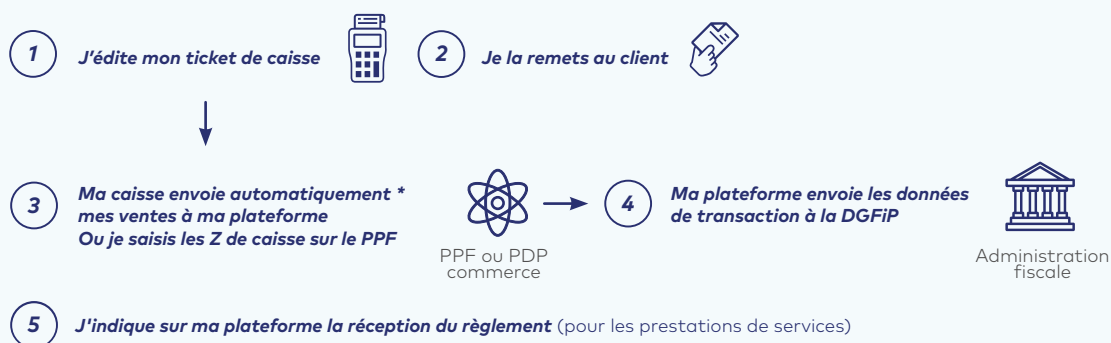
- Vous apporter des recommandations pour définir une nouvelle organisation
- Prendre en charge certaines tâches administratives pour que vous vous consacriez à votre cœur de métier
- Vous proposer des outils adaptés à l'activité et à la volumétrie de facturation de votre commerce.

5 – Les grands principes de la facturation électronique

Cas 1 : e-invoicing – Je vends à un professionnel établi en France



Cas 2 : e-reporting – Je vends à un particulier ou à une entreprise étrangère



- *Un commerçant aura intérêt à utiliser des logiciels / caisses enregistreuses qui créent automatiquement les factures au format Factor-X et les déposent sur la plateforme (cas 1) et génèrent et transmettent automatiquement à la DGFIP le fichier des ventes aux particuliers et les factures aux entreprises étrangères (cas 2).
- Point de vigilance** : quand une facture est délivrée à un assujéti après la saisie de la vente sur la caisse, il faudra déclarer « TVA déjà collectée » sur la facture émise après le ticket de caisse.

6 – Quand s'appliquera la réforme ?

Deux dates sont à retenir :

- 1^{er} septembre 2026** : Obligation de recevoir des factures électronique et choix de ma plateforme (PPF ou PDP). Pendant un an, vous pourrez recevoir des factures (EDF, Orange...) sur votre plateforme ou comme à présent.
- 1^{er} septembre 2027** : Obligation d'émettre vos factures au format électronique et de transmettre vos données de facturation et de transaction à l'administration fiscale. Vous recevrez toutes vos factures sur votre plateforme (PPF ou PDP).

7 – Le saviez-vous ?

- Pour **tout acompte reçu**, vous devez **délivrer une facture** indiquant les montants HT et de TVA.
- Si un **client demande une facture pour son entreprise une fois la vente saisie sur la caisse**, le commerçant devra éditer une facture en mentionnant que la TVA collectée a déjà été comptabilisée sur la caisse.
- Le **coût de traitement** d'une facture non électronique est de 15€ pour une facture reçue et de 10€ pour une facture émise. On estime le coût d'une facture électronique réduit à 1,5€.
- La **fraude annuelle à la TVA** est estimée entre 15 et 20 milliards rien qu'en France.

Des questions, un accompagnement ? Contactez votre expert-comptable !